

# Liban : Macron a servi la soupe au Hezbollah, gare aux représailles des sunnites !



Beyrouth : un accident, peut-être, un attentat, sûrement ! Ce qui vient d'avoir lieu à Beyrouth est grave et nous avons toutes les raisons de nous montrer inquiets. En face de cette inquiétude, il faut raison garder et chercher les filets de lumière pour nous conduire à la vérité.

D'abord le drame humain. Depuis l'explosion, le bilan des morts et des blessés s'affine et nous permet de dresser le tableau approximatif qui restera à peaufiner. Selon le site de réinformation, Metula News Agency : « 135 morts officiels. Quant aux blessés, il est difficile malgré tout à évaluer entre ceux qui ont des égratignures et d'autres qui ont reçu des éclats de verre. Il semblerait qu'un habitant sur deux de la capitale a été touché de différentes façons. 6 000 d'entre eux nécessitent un suivi médical et 3 000 souffrent de blessures importantes. Le diagnostic vital d'au moins 400

personnes est engagé. Enfin, pour clore le terrible tableau, finissons pour rappeler qu'il y a entre 100 et 150 personnes qui sont dans un état désespéré, et leurs chances de rester en vie sont minimales. Aux blessés, il faut ajouter les disparus ensevelis sous les décombres des bâtiments qui se sont effondrés sur leur base. »

Sur l'origine de l'explosion, les comptes rendus vont bon train. Je vais essayer de reconstituer les faits, sans prendre parti. Ce qui me semble le plus évident.

L'affaire remonte à 2013.

Le Hezbollah a entreposé dans deux des hangars, le 9 et 12, dont il est propriétaire, au port de Beyrouth, un important stock de nitrate d'ammonium. 2 750 tonnes utilisées normalement comme engrais, mais qui peuvent entrer dans la composition d'explosifs. Le Hezbollah s'en sert dans les années suivantes pour préparer des attentats, en Angleterre, à Chypre, en Allemagne et au Danemark. Ils ont tous été déjoués grâce à l'intervention des services secrets israéliens.

Je ne vous raconte pas comment le produit est arrivé au port de Beyrouth, transporté dans un paquebot russe, car l'historique ressemble à un très mauvais scénario de film série B. L'autre question qui taraude l'observateur moyen est de comprendre les raisons pour lesquelles ce produit hautement dangereux n'a jamais quitté le port de la capitale libanaise.

Il existe un rapport daté du 21 février 2014, rédigé par le colonel Joseph Nicolas Skaff, chef de la division de la lutte contre la drogue, dans lequel il exige des autorités portuaires et du gouvernement que la cargaison soit retirée et éloignée du port afin de ne pas mettre la vie des Beyrouthins en danger. En substance, voici ce que le colonel écrit :

« Nous vous informons que des informations ont été reçues par la Brigade sur la présence du navire Rhosus (le paquebot russe, évoqué plus haut dans le texte) qui est amarré au quai n° 11, chargé de nitrate d'ammonium, une substance très dangereuse, qui constitue une menace pour la sécurité

publique. Veuillez noter que le navire est entré dans le port le 19 novembre 2013 avec la cargaison ci-dessus, alors qu'il était censé arriver dans l'un des pays africains. »

Le pays africain dont il est question était le Mozambique. Mais voilà que le colonel découvre que le chargement de nitrate appartient au Hezbollah. Passant outre, il décide de faire garder le produit par des soldats de l'armée régulière libanaise. Il est assassiné trois mois après avoir pris la décision.

Il est curieux ou surprenant de constater que l'explosion intervient juste avant la conclusion de l'enquête de l'ONU en cours depuis 15 ans à propos de l'assassinat du Premier ministre libanais Rafic Hariri, laquelle devrait inculper quatre terroristes membres du Hezbollah. Le Tribunal spécial pour le Liban, situé à l'extérieur de la Cour International de La Haye, a décidé de reporter son verdict sine die « par respect pour les innombrables victimes de l'explosion dévastatrice. »

Ajoutons que la diplomatie française a indiqué qu'elle « protégerait » les présumés coupables, au nom d'un principe humaniste du genre : présomption d'innocence ou une argutie exhumée d'un fond de tiroir.

Le Président libanais, Michel Aoun, qui a vendu son âme au Hezbollah, ne tient pas non plus à ce qu'une enquête internationale soit diligentée afin de découvrir les auteurs de l'explosion, car il penche pour la thèse d'un simple accident, et tente d'évoquer la possibilité d'une « interférence extérieure ». Est-il besoin de vous indiquer qu'il désigne Israël d'un bref regard ? L'enquête ferait selon son expression, que de « diluer la vérité ».

Évidemment Nasrallah, chef du Hezbollah, la main sur le cœur, jure que son organisation n'avait dans la zone portuaire ni stocks de missiles ou d'autres armements, et encore moins d'usines pour en fabriquer. Il serait trop long d'ajouter à l'article la liste des positions de missiles du Hezbollah

dissimulés à différents endroits de Beyrouth, et planqués parmi la population civile. Disons aussi – parce que je suis profondément animé d'un mauvais esprit – que l'explosion éloigne ou annule les manifestations voire même les émeutes de la faim contre le Hezbollah, qui est l'acteur principal du désastre économique avec les gouvernants libanais, qui sont, pour la majorité d'entre eux, corrompus jusqu'à la moelle. Au triste bilan humain, il faut ajouter celui de l'économie. Il est aussi terrible, comme l'écrit l'excellente Martine Gozlan dans la livraison de Marianne du 31 juillet 2020 :

« Avec trois heures d'électricité par jour, des agressions pour une bouteille de lait, une dette abyssale de 92 milliards de dollars, Beyrouth rejoint le peloton des capitales orientales du chaos. »

Et voilà le Président français.

Essayons de détricoter cette partie du dossier de manière à y voir plus clair.

Dès l'annonce sur tous les médias du monde de l'explosion, des voix se sont fait entendre réclamant le désarmant de la milice chiite (le Hezbollah) et parmi celles-ci le secrétaire général de l'ONU. Parole pieuse, puisque l'armée régulière libanaise est imbriquée dans les sections militaires du Hezbollah.

Devant la situation économique plus que catastrophique, le Fonds monétaire international (FMI) est disposé à un premier prêt de 10 milliards de dollars, sous des conditions de réformes sérieuses et durables, et nous n'en doutons pas, réclamant in fine le départ ou du moins l'éloignement progressif du Hezbollah du Liban. Or, l'organisation, qui est membre à part entière du pouvoir libanais depuis 2019, refuse l'ingérence du FMI. Il a fini par assouplir sa position, et accepterait le prêt à condition que les réformes « ne portent pas atteinte à la souveraineté nationale ». Le sujet est trop grave pour que devant une telle déclaration, on ne puisse pas se taper sur les cuisses de rire.

« Mais qu'est-ce que la souveraineté libanaise, s'écrie

Martine Gozlan, pour un parti financé par l'Iran ? » Il va de soi que les administrateurs du FMI exigeraient d'avoir accès aux caisses noires, et ainsi, risqueraient de découvrir les circuits depuis l'Iran par lesquels transitent les armes et l'argent.

Et voilà le brillant Emmanuel Macron.

Que le Président français ait interrompu ses vacances, et qu'il soit venu toutes affaires cessantes au Liban, est une bonne chose. Il rappelle le lien qui unissait le pays du cèdre à la France.

Mais que vient-il y faire ? Qu'a-t-il à proposer à une population à bout de souffle, sinon des paroles lénifiantes ? Comme l'écrit si justement Michaël Béhé, correspondant à Beyrouth, de la Metula News Agency :

« À voir la manière peu glorieuse dont il a géré la pandémie chez lui, et le gouffre financier dans lequel la France est plongée – elle ne pourra pas rembourser le principal de ses emprunts à la banque européenne pendant cinquante ans – Macron arrive à Beyrouth les mains vides. Et c'est d'argent dont le Liban a le plus urgemment besoin. »

D'ailleurs, une cagnotte internationale vient d'être ouverte. Le Président américain s'est évidemment annoncé comme le premier donateur.

Dans son analyse fort juste sur Macron, Michaël Béhé n'a pas pris en compte la politique arabe de la France, qui sévit au Quai d'Orsay, depuis François 1<sup>er</sup> et Bonaparte. Le Bonaparte de la campagne d'Égypte.

La place manque et je risquerais de sortir du cadre de l'article si j'exposais cette politique, et ses effets dévastateurs. Un jour peut-être le ferai-je.

Pour l'instant, restons dans le sujet de Beyrouth. Qu'ont fait les fonctionnaires de l'ambassade de France à Washington ? Ils sont allés voir Kristalina Georgieva, la directrice générale du FMI, et lui ont vendu l'idée suivante. Quel est le chef d'État, jeune, dynamique, qui manie le consensus avec un talent consommé en activité sur la planète ? Un seul. Ils ont

rappelé que la France en 1920 a participé à la création du Liban moderne.

La directrice a donc mandaté notre Président pour qu'il gère le dossier libanais.

Quel est le rôle de Macron ? En tout premier lieu faire accepter le prêt des 10 milliards de dollars par le FMI au Hezbollah sans aucune condition. Dès lors, nous comprenons mieux pourquoi le Président français s'est empressé de rassurer Nasrallah, le guide de l'organisation terroriste, que les quatre assassins de Hariri ne seraient pas touchés par la condamnation du TSL – Tribunal spécial pour le Liban – qu'ils seraient protégés par la France et probablement par l'Union européenne.

« On se demande, écrit Michaël Béhé, à propos de l'absence de poursuites pénales des tueurs de l'ancien Premier ministre, sur quelle base Macron a-t-il fait cette promesse, ce qui l'a poussé à la faire. Pourquoi a-t-il pris cette position ? »

Nous avons pu constater, le jour du voyage de Macron à Beyrouth, lors de la réunion du gouvernement libanais, que se tenait à côté du Président français le représentant du Hezbollah. Est-il utile d'ajouter que l'ingérence de la France dans les affaires des Libanais provoque la colère de la rue ? En acceptant la mission, Macron a-t-il compris qu'il conforterait les oppresseurs des Libanais, et marginaliserait le tribunal international ?

Bien sûr que non. Flamberge, selon l'expression qu'il aime employer, « J'y vais ! » Il s'est vu caracolant sur son cheval à bride abattue en route vers l'Orient. Devenant ainsi Président tuteur du Liban. Deux fois Président. Quelle aubaine pour son ego !

Pour conclure, je laisse la place à mon ami Michaël Béhé, car ce qu'il dit est si juste que je ne saurais pas le formuler mieux qu'il ne l'a fait.

« La France, c'est une certitude, va perdre encore des marchés en Arabie saoudite, et dans les émirats du Golfe. Pire que

cela, Ryad et Dubaï pourraient finir par décider de rationner les prêts qu'ils octroient chaque semaine à Bercy, ce qui placerait Paris dans une situation extrêmement périlleuse.

L'Élysée a décidé de se faire le champion de la défense de la théocratie chiite et de ses suppôts sanguinaires, sans que nous soyons capables de discerner une raison quelconque dans cette option. D'autant plus qu'elle indispose fortement les chancelleries arabes (sunnites) qui représentent 1,4 milliard de musulmans sur les 1,6 milliards que compte l'islam.

Emmanuel Macron sait-il pourquoi il a adopté cette posture ? Nous en doutons. Ce qui est sûr, en revanche, c'est qu'il va au-devant d'un peuple blessé et remonté contre ses tourmenteurs. Il faudra demain au Président français bien plus que l'un des discours lénifiants auxquels il a habitué ses compatriotes, pour les persuader du bien-fondé du rôle de la France. Les Libanais avaient faim, maintenant, ils ont mal. »

**Raphaël Delpard**